

OR

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Decret du 11 ju	illet 1923 art. 37)		
Police de (1)	Police de (1) Usumbura		
Vu les pièces de l'instruction à charge de RISASI Mukandama Pierre			
prévenu de Vol simple			
	Ruhengeri		
Vu l'ordonnance en date du 15/1/51	IIIII III III		
autorisant la mise en détention préventive;	6500		
Our le Ministère Public en ses réquisitions ;	5592		
Entendu l'inculpé et son défenseur M	agrée par		
nous, (2)			
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpe provisoire aux conditions précédemment imposées. (4) Fait à	es qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3) ate du 21/6/51; é sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté		
) at a		

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.





ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37) Résidence de..... Le Juge du Tribunal de Police de (1) ... Usumbura ... Vu les pièces de l'instruction à charge de RISASI Mukandama Pierre prévenu de vol simple Vu l'ordonnance en date du 15/1/51 autorisant la mise en détention préventive; Ouï le Ministère Public en ses réquisitions ; Entendu l'inculpé et son défenseur M agrée par nous, (2)..... Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ; Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3) Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923; Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 24/5/51 et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4) Fait à Usumbura le 21 juin 1951 Résidence de..... Le Juge du Tribunal de Police de Usumbura

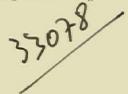
⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a competence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.





ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)
Résidence de.....

La lucra du Taileanni de	Résidence de		
Le Juge du Tribunal de	Police de (1) Usumbura		
Vu les pièces de l'instructi	ion à charge de RISASI M	ukandama Pierre	Э
prévenu de 15/1/51x vol	simple		
Vu l'ordonnance en date du	15/1/51		
autorisant la mise en détention	préventive;		
Ouï le Ministère Public en s	es réquisitions;		
Entendu l'inculpé et son c	défenseur M		agrée par
nous. (2)			
Attendu que l'intérêt public e	exige le maintien de la détention ;	•••••••••••••••••••••••••••••••••••••••	
Attendu que les circonstances	graves et exceptionnelles qui or	nt motivé le mandat d'	arrêt subsistent;(3)
Vu l'article 37 du décret du	11 juillet 1923;		
Confirmons pour un mois	notre ordonnance en date du	26/4/51	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
et vu l'article 38 du prédit décret,	ordonnons que l'inculpé sera n	éanmoins, sur sa den	nande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédem	ment imposées. (4)		
Fait à	Usumbura	le 24 mai 1 9	51
Le Juge du Tribunal de	Résidence de		
		0	

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a competence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.





ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37) Résidence de..... Le Juge du Tribunal de Police de (1) Usumbura Vu les pièces de l'instruction à charge de RISASI Mukandama Pierre prévenu de vol simple Vu l'ordonnance en date du 15/1/51 autorisant la mise en détention préventive; Oui le Ministère Public en ses réquisitions : Entendu l'inculpé et son défenseur M nous, (2) Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ; Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3) Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 : Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 27/3/51 et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4) le 26 avril 1951 Fait à Usumbura Le Juge du Tribunal de Police de Usumbura

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

33078



R. M. P.

1518/F.

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)	
Résidence de	
Le Juge du Tribunal de Police de (1)	
Vu les pièces de l'instruction à charge de Risesi llukandame	
révenu de vol simple	
Vu l'ordonnance en date du 15/1/57	
utorisant la mise en détention préventive;	
Ouï le Ministère Public en ses réquisitions ;	
Entendu l'inculpé et son défenseur M agré	e pa
ous. (2)	
Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;	
Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)	
Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;	
Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 16-2-57	
t vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en l	libert
rovisoire aux conditions précédemment imposées. (4)	
Fait à 180 1e 27 - 3 - 57	
Le Juge du Tribunal de Résidence de Police de Manufacture	

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a competence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



33078

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de Résidence de Police de (1) Usumbure
Vu les pièces de l'instruction à charge de Risus, Muhandonna Piene
prévenu de val mple
Vu l'ordonnance en date du 15/1/17
autorisant la mise en détention préventive;
Our le Ministère Public en ses réquisitions;
Entendu l'inculpé et son défenseur M agrée pa
nous, (2)
Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;
Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)
Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 :
Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 29/1/57
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en libert
provisoire any conditions précédemment imposées (4)
Fait à le 26/2/57
Le Juge du Tribunal de Résidence de Police de Municus

⁽¹⁾ Le Juge de Police n'a competence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

⁽²⁾ Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

⁽³⁾ A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

⁽⁴⁾ A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.